



HAL
open science

Les conflits économiques

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Les conflits économiques. Guerres et conflits économiques, Institut libre d'étude des relations internationales (ILERI), Nov 2020, Paris, France. hal-03112668

HAL Id: hal-03112668

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03112668v1>

Submitted on 17 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les conflits économiques
Des mesures de coercition aux mesures de persuasion

Jacques Fontanel

Document disponible
Conférence ILERI
Paris
3 novembre 2020

Résumé : Les conflits économiques entre les Etats sont fréquents dans l'histoire de l'humanité. Les théories économiques contemporaines ont cherché à supprimer la notion de guerre économique, pour lui préférer les notions de concurrence ou de compétition. De fait, les actions économiques destinées à fragiliser un espace de décision politique et économique jugé adversaire ou ennemi sont courantes. Il existe de nombreuses stratégies plus ou moins bien définies allant de comportements guerriers à la persuasion en passant par des mesures coercitives plus ou moins contraignantes. L'économie est à la fois une arme et une cause des conflits entre les Etats et les grands acteurs économiques du monde contemporain.

Economic conflicts between states are frequent in the history of mankind. Contemporary economic theories have sought to suppress the notion of economic warfare, in favour of notions of competition or this competition. In fact, economic actions designed to weaken a political and economic decision-making space deemed to be adversary or enemy are common. There are many more or less well-defined strategies ranging from warlike behaviour to persuasion through more or less coercive measures. The economy is both a weapon and a cause of conflicts between States and the major economic players in the contemporary world.

Conflit économique, guerre économique, puissance des Etats

Economic conflict, economic war, States power

La guerre économique peut être définie comme une modalité spécifique de la guerre, dans un contexte de conflit de puissance ou de violence sociales et sociétales conduisant à des actions de luttes économiques, comme l'embargo, le boycott, des mesures de contingentement ou les blocus. Les armes économiques sont mises au service d'un projet politique en vue d'affaiblir un ennemi potentiel. Cette opération peut être coûteuse pour les deux parties. La guerre économique désigne un combat entre les Etats engagés dans une volonté d'indépendance ou de puissance. Elle ne peut, a priori, pas concerner les entreprises. Encore que... Les pays cherchent aussi à garder leurs parts de marché, en s'appropriant les matières premières, les terres rares, les capitaux (paradis fiscaux), les technologies ou des cerveaux.

Les théories hétérodoxes ont cherché à modifier ou à supprimer le capitalisme, lequel n'a pas éradiqué les guerres mondiales, les conflits économiques entre Etats ou l'exploitation de type esclavagiste des travailleurs. Les économistes de l'impérialisme ou du socialisme ont condamné la guerre économique de la concurrence exacerbée de grandes entreprises, soutenues plus ou moins secrètement par la puissance militaire et économique des Etats développés d'origine. Dans ces conditions, la guerre est inscrite dans les fibres du capitalisme. La guerre se propose d'imposer des règles de vie commune que les deux ennemis ne peuvent, ni ne veulent, partager ou concilier. Une guerre, fondée sur une croyance collective réciproque et opposée, a, normalement (Guerre de 100 ans comprise), un début et une fin. Cependant, la lecture de l'histoire économique du monde et l'actualité stratégique d'aujourd'hui conduit à l'intervention des Etats dans l'ordre économique, en appliquant la notion de « patriotisme économique », représenté aux Etats-Unis de Donald Trump par le slogan « America first ». C'est un retour apparent en arrière, vers une forme nouvelle de mercantilisme, qui s'exprime cette fois, sous le couvert de la globalisation, dans le domaine de la domination du droit américain sur le droit mondial.

Les principes de la coercition par l'arme économique

- I- La guerre implique une violence virtuelle ou réelle revendiquée.
- II- Elle est actée par un ou plusieurs Etats à l'encontre d'une ou plusieurs cibles, sur la base d'une stratégie globale, faisant état des instruments utilisés pour obliger la cible à modifier son comportement politique, économique ou social jugé inacceptable par ceux qui engagent l'opération belliqueuse.
- III- Il s'agit de modifier la situation politique, philosophique, économique ou commerciale internationale face aux refus du ou des pays cibles d'opérer des changements de comportements jugés agressifs ou inadaptés.

- IV- Les activités économiques nationales et internationales sont aujourd'hui structurées sur la base d'accords internationaux, des organisations économiques mondiales et par l'action des ONG (Organisations Non Gouvernementales), des religions et des médias. Le lobbying dans l'action belliqueuse doit aussi concerner les citoyens des pays attaqués pour qu'ils contestent les positions de leur propre gouvernement. Il s'agit de faire comprendre une opération qui ne manque pas de remettre en cause des intérêts acquis.
- V- Il convient de mener une politique d'attraction, en engageant des politiques d'information (ou de désinformation) susceptible d'aider à la réalisation du projet du pays belliqueux. Ainsi, un conflit politique portant sur les conditions sociales ou religieuses d'un pays ou sur les violences du réchauffement climatique ne peut être engagé sans informer lourdement les habitants du pays concerné de la nécessité de l'action. Il ne s'agit pas d'une opération contre les habitants eux-mêmes, mais pour qu'une meilleure politique du gouvernement ennemi soit engagée dans l'intérêt de tous. Tous les moyens d'influence peuvent être sollicités pour obtenir une désobéissance des citoyens à leur Etat. La guerre de l'information est alors essentielle. Les services de renseignement sont aussi mis à contribution pour définir les meilleures opérations à engager dans le bon tempo, pour maintenir secrètes les opérations de sape des autorités ennemies, pour fournir des éléments de langage favorables à une désinformation ou pour stimuler les forces potentiellement amies. Avec le développement du numérique, la NSA siphonne toutes les informations communiquées électroniquement et elle peut utiliser, à ses propres fins, le contenu des messages. Une toile d'araignée mondiale de capture des informations utiles est mise en œuvre, bénéficiant d'un grand secret étatique et de budgets importants et croissants. Certains programmes (Stormbrew) sont menés en association avec le FBI. Microsoft, Yahoo, Google, Facebook, YouTube, Apple ou Skype sont des partenaires diversement impliqués dans le programme PRISM (programme de surveillance de personnes vivant hors des Etats-Unis). L'exploitation des données est faite par des algorithmes qui détectent les modes opératoires et les anomalies »¹.

La guerre économique fait appel au Souverain, à l'Etat, lequel utilise les moyens régaliens de toute nature, même si ils sont opposés au droit international. Les moyens utilisés ne conduisent pas à la recherche d'un optimum macroéconomique de court terme.

Les armes économiques sont diverses, parfois publiquement utilisées (embargo, boycott, blocus, gel des avoirs), d'autres fois appliquées plus sournoisement comme les sanctions secondaires, l'extraterritorialité des

¹Claude Delesse, *NSA. National Security Agency*, Tallandier, Paris, 2016, 512 p.

sanctions économiques et commerciales ou les attaques cybernétiques). Il faut aussi distinguer les conflits économiques de la guerre économique. Ainsi, le refus d'un pays à l'adhésion dans les grandes institutions internationales, comme l'Organisation Mondiale du Commerce, constitue une action souvent délibérée tendant à fragiliser l'économie d'un pays, alors que d'autres, dans des circonstances équivalentes, peuvent obtenir cet objectif (ainsi la Chine a pu obtenir cette adhésion bien plus rapidement que la Russie, jugée alors plus dangereuse stratégiquement que l'Empire du Milieu pour les Etats-Unis). Les différends commerciaux entre la Chine et les Etats-Unis sous forme de conflits fiscaux concernent la question du déséquilibre de leurs échanges commerciaux et du leadership industriel mondial.

La globalisation a fortement bénéficié à la Chine dont le pouvoir autoritaire peut gérer ses entreprises dans le sens d'un avantage comparatif géré à la fois sur la base de la gestion de la valeur de sa monnaie et d'une organisation centralisée des échanges internationaux. La Maison Blanche estime que les relations économiques internationales mises en place depuis plus de deux décennies lèsent les intérêts américains et, de ce fait, il utilise tous les moyens de souveraineté disponibles pour chercher à rééquilibrer les échanges. Le problème, c'est que l'essor de la globalisation a permis aux grandes firmes multinationales d'investir dans le monde entier et que l'apparition de nouvelles taxes à l'importation des produits peut avoir des effets négatifs sur leurs chiffres d'affaires et leurs profits. Ainsi, Apple a dû modifier la production industrielle de leurs produits fabriqués en Chine pour éviter de payer des taxes correspondantes².

De même, les actions conduisant à contester l'utilisation du dollar comme monnaie internationale permet de répondre au principe du « benign neglect » (le dollar est d'abord la monnaie des Etats-Unis, et son évolution et utilisation comme monnaie internationale constituent le problème des pays qui en font usage dans leurs échanges internationaux). De même, les conflits liés aux « paradis fiscaux » ne manquent pas non plus de créer des tensions entre les Etats victimes de ce détournement de fonds publics³. Enfin, le Brexit constitue aussi un différend qui ne conduit pas à une guerre économique, mais plutôt à de nouveaux accords même difficilement obtenus à court terme, et sans doute évolutifs à plus long terme, notamment sur les questions de défense européenne et de la part que chaque Etats apporte aux coûts de la défense commune⁴.

D'autres facteurs dans les rapports économiques entre les pays peuvent s'apparenter à une méfiance profonde des Etats, en ce qui concerne notamment la vente des armes, la recherche d'une indépendance économique face à un

² Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM : Réalités, apports et dangers, *Annuaire Français des Relations Internationales*, Paris.

³ Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, Etats filous*, Collection "Les idées et les théories à l'épreuve des faits", L'Harmattan, Paris

⁴ Fontanel, J. (2017), La crise européenne vue par un économiste, AFRI, *Annuaire Français des Relations Internationales.*, Volume XVIII

adversaire potentiel, notamment le contrat européen d'achat de gaz à la Russie), la suspension de l'aide économique vers les pays les moins développés ou l'application des sanctions secondaires à l'encontre des pays qui commerceraient avec un pays voyou (rogue state) dans le cas par exemple de l'Iran ou de Cuba⁵.

La guerre économique peut être clairement engagée par la recherche d'appauvrissement du pays ennemi par la course aux armements, la rupture internationale (contre l'apartheid de l'Afrique du Sud ou de la Rhodésie), la stratégie mercantiliste de la domination et de la puissance économique et politique, ma mise en place de la violence économique et les cyberattaques clairement énoncées. Cependant, d'autres stratégies peuvent être conduites, notamment celles qui étaient recommandées par Samuel Pisar consistant à aider les pays socialistes pour créer une classe bourgeoise qui progressivement prendrait le pouvoir économique et modifierait de l'intérieur l'expérience soviétique. Autrement dit, d'autres actions non coercitives peuvent être mise en place pour transformer les relations commerciales et politiques des Etats.

Des mesures de coercition peuvent être remplacées par des actions de persuasion.

La persuasion n'est pas suffisamment mise en évidence, alors qu'elle n'a pas été suffisante pour que le conflit éclate. Plusieurs actions préalables ou de rétorsion sont alors susceptibles d'être appliquées.

- **Le lobbying** consiste dans l'application d'une stratégie menée par un groupe de pression en vue de défendre ses propres intérêts auprès des décideurs publics ou privés. Cette action s'opère en toute discrétion, elle suppose à la fois une réelle programmation et une capacité à réagir promptement. Face à une situation prévisible ou imprévisible. Elle suppose une connaissance fine des circuits décisionnels et la constitution de réseaux potentiellement amis ou soutenant. L'opération consiste à exercer une pression constante sur les décideurs, en vue d'obtenir des avantages ou des soutiens dans des opérations où leurs intérêts sont directement menacés ou concernés. Elle agit sur toutes les sources d'information d'intérêt en vue d'influencer aussi les mentalités et les opinions des personnes. Elle peut conduire à des formes de corruption et de désinformation, même dans le secteur scientifique ou religieux. Les ONG sont

⁵ Assemblée nationale (2016), Sur l'extraterritorialité de la législation américaine, Rapport d'information n°4082, Pierre Lellouche et Karine Berger, Paris. <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/rap-info/i4082.pdf>. Varenne, L., Denécé, E. (2014), Racket américain et démission d'Etat. Le dessous des cartes du rachat d'Alstom par General Electric, *Rapport du CF2R* n°13 - <http://www.cf2r.org/fr/rapports-du-cf2r/racket-americain-et-demission-etat-le-dessous-des-cartes-du-rachat-als-tom-par-general-elec.php>

souvent concernées. Le lobbying emploie aujourd'hui des réseaux institutionnels de Organisations économiques internationales. Derrière ces ONG plusieurs Etats agissent dans le cadre des GONGO (Governmental Oriented Non Governmental Organization⁶). Elles reçoivent des fonds secrets ou non des gouvernements en vue d'orienter la politique intérieure d'un pays en fonction de l'intérêt du pays qui lui attribue des fonds. Leur rôle est méconnu, mais il est essentiel.

- **Le softpower** culturel des Etats-Unis est essentiel, avec la culture anglo-saxonne, la langue, son importance économique et militaire. La politique de l'influence est particulièrement, aussi bien dans le domaine économique que socio-culturel. Au fond, il est recherché le formatage des idées sur le modèle américain dans bon tous les pays d'importance, aussi bien dans les écoles de commerce (anglais obligatoire), dans les sociétés de conseils juridiques et d'audit qu'à celui du cinéma ou de la littérature. La prééminence de l'anglais dans les relations internationales fait partie de ce softpower. La diffusion des spectacles américains, notamment en direction des jeunes, prépare l'installation des entreprises internationales américaines et permet d'instaurer une forme de domination économique, soutenue par le processus de la normalisation des technologies.

- **Le hardpower technologique** concernant les normes et les standards de sécurité ou d'information, avec des perceptions que ne démentiraient pas les mercantilistes. Il permet de se protéger d'une concurrence étrangère et d'imposer ses normes de production, comme les OGM ou le pétrole et gaz de schiste. Les normes comptables IAS/IFRS ont de plus en plus d'influence sur la gestion des entreprises, et même indirectement sur les systèmes de comptabilités publiques dans l'Union européenne. Il s'agit en effet aujourd'hui de comptabiliser le capital immatériel constitué par les compétences des entreprises, leurs relations commerciales, leurs structures (brevets, systèmes d'information des entreprises et même des administrations).

- **L'attraction des compétences.** Sur 20 économistes lauréats du Prix destinés aux jeunes économistes en France, plus de la moitié travaillé aujourd'hui aux Etats-Unis, comme Esther Duflot, la dernière prix Nobel. Il s'agit d'un débauchage concurrentiel qui pose problème, quand on sait que toute la formation de ces jeunes économistes a été payée par la contribuable sans aucun retour sur investissement. La France elle-même bénéficie de ce système à l'égard d'autres pays, mais il faudrait instituer une règle de remboursement international. Les Etats-Unis y sont fermement opposés, au regard des importantes plus-values dont le pays bénéficie. Grâce à ce système, le pays récupère un savoir-faire, une culture et des brevets qui auraient, d'une manière ou d'une autre, bénéficié à un autre pays. Il s'agit, de manière secrète, d'une

⁶ Bensahel-Perrin, L., Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), les Organisations non gouvernementales ou l'homme au cœur d'une mondialisation solidaire, L'Harmattan, Paris., P. 25.

application du « beggar-thy-neighbour ».

La guerre de l'information a pour objet la recherche d'une supériorité politico-économique. La force des GAFAM permet aux Etats-Unis de disposer de moyens incroyablement disponibles pour contrôler les activités des autres pays. Même si Apple parfois refuse de donner ses portes d'accès à ses ordinateurs et smartphone, il est aujourd'hui acquis que cette information peut, à tout moment, notamment lorsque la sécurité des Etats-Unis est en jeu, être révélée par les grandes entreprises quasi monopolistes américaines du secteur. Dans ce contexte, l'information est devenue au mieux une arme défensive, au pire une arme agressive contre tous les pays dont les intérêts n'apparaissent pas suffisamment proches de la Maison Blanche. Or, l'économie est de plus en plus perçue comme un instrument important de sécurité nationale. L'État est en mesure d'utiliser ses armes économiques à des fins politiques, mais aussi sa politique à des fins économiques. Les conflits qui intéressent les gouvernements mobilisent des moyens régaliens en vue d'améliorer les rapports de force nécessaires à l'affaiblissement du rival. Or, les moyens applicables aujourd'hui sont multiples. Contrairement à l'URSS qui s'est épuisé dans une course aux armements ruineuse, la Chine préfère accroître son importance économique en Afrique. Il s'agit d'une stratégie de puissance. La Russie utilise son gaz comme instrument pour régler ses différends avec l'Ukraine. L'Europe reste encore très naïve en démantelant ses champions nationaux et en défendant un libéralisme économique qu'elle est sans doute la seule à appliquer avec zèle. Elle reste une vieille terre industrielle, elle n'a pas investi autant qu'elle aurait dû dans le « high tech ». Elle commence vraiment de prendre la mesure de l'importance de l'intelligence économique et du poids des grandes firmes multinationales d'origine américaine.

De nouvelles menaces de dépendance se présentent à l'horizon. Les armes économiques, informationnelles et technologiques prennent une part importante dans la recherche de puissance et de leadership des Etats dans le monde. Dans la lutte de pouvoir entre la Chine et les USA, la bataille s'annonce longue, puissante, subtile parfois, mais aucun de leurs partenaires dans le monde n'en sortira indemne. La dépendance des pays européens aux Etats-Unis ne leur permet pas de devenir une puissance stratégique à la hauteur de celle des Etats-Unis et de la Chine. Dans ce contexte, les armes militaires ne sont qu'un élément de la puissance d'un Etat⁷. L'arme nucléaire manque évidemment de souplesse d'emploi, mais les grandes puissances, notamment la Russie et les Etats-Unis, disposent encore d'un arsenal particulièrement terrifiant⁸.

⁷ Aben, J., Fontanel, J. (2019), Military Expenditure as a proxy for State's power. *Defence and Peace Economics*

⁸ Brunat, E., Fontanel, J., (2018), La Russie de retour comme puissance militaire ?, *AFRI*, Paris

Références

Aben, J., Fontanel, J. (2019), Military Expenditure as a proxy for State's power. *Defence and Peace Economics*

Assemblée nationale (2016), Sur l'extraterritorialité de la législation américaine, Rapport d'information n°4082, Pierre Lellouche et Karine Berger, Paris. <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/rap-info/i4082.pdf>.

Brunat, E., Fontanel, J., (2018), La Russie de retour comme puissance militaire ?, *AFRI*, Paris

Bensahel-Perrin, L., Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), les Organisations non gouvernementales ou l'homme au cœur d'une mondialisation solidaire, L'Harmattan, Paris.

Coulomb, F., Bensahel, L. and Fontanel, J.,(2007), The concepts of economic war and economic conflicts in a global market economy, in «Arms, War, and Terrorism in the global economy today, Ed. Wolfram Elsner, Ed.

Delesse, C. (2016), *NSA. National Security Agency*, Tallandier, Paris, 2016, 512 p.

Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, Etats filous*, Collection "Les idées et les théories à l'épreuve des faits", L'Harmattan, Paris

Fontanel, J. (2017), La crise européenne vue par un économiste, *AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales.*, Volume XVIII

Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM : Réalités, apports et dangers, *Annuaire Français des Relations Internationales*, Paris.

Smith, R., Fontanel, J. (2008), International security, defence economics and the powers of nations, in « War, Peace and Security », edited by Jacques Fontanel and Manas Chatterji - Emerald, Bingley (UK).

Varenne, L., Denécé, E. (2014), Racket américain et démission d'Etat. Le dessous des cartes du rachat d'Alstom par General Electric, *Rapport du CF2R n°13* - <http://www.cf2r.org/fr/rapports-du-cf2r/racket-americain-et-demission-etat-le-dessous-des-cartes-du-rachat-als-tom-par-general-elec.php>